



Territoire et déterritorialisation des communautés locales : perceptions des communautés de Luhwindja au Sud-Kivu face à l'exploitation industrielle de l'or

Janvier Kilosho Buraye*, Emery Mushagalusa Mudinga**
& Anuarite Bashizi***

Résumé

Nous utilisons le concept de « déterritorialisation » pour explorer les perceptions actuelles de la communauté locale sur la stratégie de délocalisation par Twangiza mining dans le « territoire » de Luhwindja au Sud-Kivu, 15 ans après que la compagnie minière a délocalisé les ménages. Un échantillon aléatoire de 250 ménages a été interrogé après 9 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et 3 groupes de discussion en 2019. Nous mesurons les perceptions sur la déterritorialisation à travers un indice. Les résultats indiquent que les ménages de Luhwindja ont une appréciation négative de la stratégie de délocalisation de Twangiza mining. Les perceptions sont basées sur les effets de cette stratégie : accès limité au marché, aux opportunités d'affaires, aux infrastructures de base, ainsi qu'aux réseaux sociaux. La stratégie de délocalisation de l'exploitation minière de Twangiza a permis des différences significatives dans les caractéristiques socio-économiques entre les ménages délocalisés et non délocalisés. Dans le contexte de l'exploitation minière industrielle dans les communautés rurales, l'analyse de la déterritorialisation indique que les aspects socio-économiques des populations sont plus nécessaires dans la perception des communautés que les autres aspects et sont des facteurs sur lesquels toute politique de délocalisation des ménages devrait être basée. Pour la stratégie de délocalisation, nous proposons de considérer le territoire dans sa pluralité.

* Université Catholique de Bukavu et Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu.
Email : janvier.kilosho@gmail.com

** Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR/Bukavu) et Angaza Institute.
Email : mudingae@yahoo.fr

*** Centre d'expertise en Gestion minière, Université catholique de Bukavu et Angaza Institute.
Email : anuarite.bashizi@uclouvain.be

Abstract

We use the concept of “deterritorialization” to explore current perceptions of the local community on the delocalisation strategy by Twangiza mining in the “territory” of Luhwindja in South Kivu, 15 years after the mining company relocated households. A random sample of 250 households were surveyed after 9 semi-structured interviews with key informants and 3 focus groups in 2019. We measure perceptions on the deterritorialization through an index. Results indicate that households of Luhwindja are negative on Twangiza mining’s delocalisation strategy. Perceptions are based on effects of this strategy: limitations of access to market, to business opportunities, to basic infrastructures and to social networks. Twangiza mining delocalization strategy allowed for significant differences in socio-economic characteristics between delocalized and non-delocalized households. In the context of industrial mining in rural communities, the analysis of deterritorialization indicates that the socio-economic aspects of populations are necessary in the perception of communities than other aspects and are factors on which any household relocation policy should be based. For the strategy of delocalisation, we propose to consider the territory in its plurality.

Introduction

Au cours des deux dernières décennies et dans le souci de restaurer l’exploitation minière et de répondre ainsi aux appels des Institutions financières internationales (IFI) pour les réformes pouvant améliorer la gouvernance du pays, l’État congolais a signé une soixantaine de contrats avec des multinationales (Buraye 2018; Mazalto 2008). Les populations des régions à forte potentialité minière ont ainsi observé l’afflux des compagnies minières transnationales apportant dans leur territoire¹ des projets d’exploitation minière à grande échelle. De nombreuses études ont montré que l’exploitation minière à grande échelle a certes été un pilier du développement et de la croissance économique de certains pays (Ericsson 2019). Néanmoins, elle est d’une part l’un des moteurs les plus destructeurs de l’environnement, et de l’autre, un facteur important à l’origine des conflits sociaux et politiques (Buraye *et al.* 2017; Welker 2014).

En effet, en acquérant des concessions minières en RDC, les compagnies minières transnationales ont eu une mainmise sur les autres ressources du milieu et les ont parfois utilisées à leur gré (Bashizi *et al.* 2018; Buraye *et al.* 2017). Dès la phase d’exploration, les compagnies minières ont mis en œuvre des stratégies d’accumulation des ressources des communautés autochtones et d’expulsion de celles-ci en dehors de leur périmètre d’exploitation (Buraye 2018; Geenen & Claessens 2013). C’est durant

l'année 2005 que la compagnie Banro, à travers sa filiale Twangiza mining, est arrivée à Luhwindja pour commencer ses travaux d'exploration en vue de produire de l'or de manière industrielle.³ *En vue de s'installer*, Twangiza mining a évacué la population d'une partie de son périmètre d'exploitation et a suspendu toutes les activités des populations locales sur ce périmètre (Buraye *et al.* 2017). Une mesure dont la mise en œuvre avait suscité l'attention de plusieurs acteurs, dont plusieurs organes de la société civile ainsi que des universitaires.

De manière générale, la présente étude empirique se propose de comprendre les perceptions des communautés locales vis-à-vis de stratégies mises en œuvre par la compagnie minière Twangiza mining afin d'accaparer les ressources des communautés locales et d'expulser celles-ci en dehors de leurs territoires géographique et social. Elle répond ainsi à la question de savoir comment les populations locales perçoivent la stratégie de délocalisation et en quoi consistent ces perceptions. Comprendre la perception de la stratégie de délocalisation présente l'avantage d'orienter les politiques de la grande mine ainsi que celle de l'État afin de faciliter la cohabitation entre la grande mine et les populations locales.

De manière particulière nous nous intéressons donc à la stratégie de la délocalisation mise en œuvre par la grande mine en vue d'une exploitation industrielle de l'or. L'argument central de cet article est que la stratégie de délocalisation a eu des effets sur la perception que les communautés avaient du « territoire » qu'elles occupent, et que les perceptions des communautés vis-à-vis de la stratégie de délocalisation sont différenciées selon leurs caractéristiques sociodémographiques, socio-économiques et selon leur localisation dans leur territoire. Cet argument est ainsi illustré par le cas d'étude de la chefferie de Luhwindja – une collectivité située à l'est de la RDC et où est localisée la mine de Twangiza.

Du point de vue méthodologique, nous mesurons statistiquement la perception des populations locales en rapport avec la stratégie de délocalisation. Sur ce point, notre étude se distingue des études existantes relatives à la délocalisation, qui ont été qualitatives en majorité pour le cas de Luhwindja, au Sud-Kivu (Kabunga *et al.* 2018 ; Bashizi *et al.* 2018; La Maison des Mines du Kivu, 2015; Geenen & Claessens 2013; Namegabe & Murhula 2013).

Du point de vue théorique et comme nous le présentons au niveau du cadre théorique, les études existantes et qui ont abordé la question de la délocalisation des populations autochtones à Luhwindja ont opté pour une démarche juridique (Namegabe & Murhula 2013), socio-économique (La Maison des Mines du Kivu, 2015; Kabunga *et al.* 2018), sociopolitique (Geneen & Claessens 2013) et environnementale avec un accent sur la « political ecology » (Bashizi

et al. 2018). Contrairement à ces études, nous nous basons sur l'approche de l'« écologie politique » vue au-delà de sa composante environnementale. Il s'agit plutôt d'un regard de l'écologie politique basé sur l'approche territoriale, le territoire étant considéré comme un « tout ».⁴

Dans cette étude, la délocalisation est entendue comme une « déterritorialisation ». Entendue sous cet angle, elle permet de comprendre les perceptions des populations locales vis-à-vis de la stratégie de délocalisation qui a produit ce que nous qualifions de « déconnexions » entre les individus (les ménages) et leurs territoires.⁵

Notre contribution théorique se forme donc à travers le recours à une analyse basée sur l'approche de l'écologie politique afin de comprendre comment la stratégie de la délocalisation a été à la base de la « déterritorialisation ». Sous l'approche de l'écologie politique, l'étude tente ainsi de comprendre comment la mise en place d'une politique de délocalisation des populations pour une exploitation minière à grande échelle peut permettre d'observer des différences de perceptions vis-à-vis des actions de la grande mine et de la dégradation des vies des gens.

Dans la section suivante, nous discutons du cadre théorique relatif à la stratégie de délocalisation ou à la déterritorialisation sous une approche de l'écologie politique. Dans la troisième section, que nous consacrons à la méthodologie, nous contextualisons notre cas d'étude et nous présentons notre processus de collecte des données, ainsi que la mesure de l'indice de perception des ménages en rapport avec la déterritorialisation. La quatrième section discute les résultats de notre cas d'étude à la lumière de la notion du territoire sous l'approche de l'écologie politique. Enfin, intervient la conclusion.

Cadre théorique et littérature empirique

Cadre théorique : territoire et écologie politique

L'écologie politique,⁶ un domaine à la fois des sciences naturelles et sociales, permet de mettre en relation l'économie politique, l'action des acteurs et l'environnement. Parmi ses convictions,⁷ Blaikie (1985) indique que les acteurs, ainsi que leurs positions, rationalités, perceptions et intérêts en rapport avec l'environnement, sont nécessaires dans ses analyses. Dans ce papier, nous analysons les perceptions des individus (ou des ménages) en rapport avec les conséquences d'une des stratégies de Twangiza mining, stratégie consistant à délocaliser les populations locales. Nous pensons que la délocalisation, en affectant le *territoire*,⁸ peut être vue comme une déterritorialisation.

En fait, pour son applicabilité, l'écologie politique est liée à la notion de *territoire* que nous considérons, lorsqu'il est associé au terme territorialité et au terme *territorialisation*, comme permettant l'application des dynamiques du développement local et des dynamiques conflictuelles d'appropriation de l'espace. Dans ce papier, le *territoire* est compris autant comme étant un «espace socialement construit, qui est caractérisé par ses origines historiques, culturelles, techniques, et politico-économiques» (Bassett & Gautier 2014:2) que comme un «espace géographique». Pour nous, le territoire est donc autant un «espace géographique» qu'un «espace produit». Il est un espace géographique qui renferme des lieux qui sont singuliers – au niveau du ménage – et communautaires – les différentes réalités dans la communauté, les voies de communication matérielles ou immatérielles, les forêts, les montagnes, les usines, les habitations, etc. (Requier-Desjardins 2009).

D'une part, Luhwindja est un espace produit, un espace fait des acteurs,⁹ ou un ensemble d'individus agissant sur son espace où les uns décident – le *Mwami* (le chef de la chefferie), les chefs des groupements, les chefs de villages, Twangiza mining –, les autres se soumettent, s'opposent, s'imposent, s'allient pour finalement aménager et construire ce qu'on appelle territoire. Il est en même temps un espace fréquenté et parcouru régulièrement par les individus et où se construit un rapport entre le lieu et la société (espace de vie). Il est aussi un espace de vie qui se transforme en espace vécu à partir du moment où des pratiques s'y construisent (espace vécu), et un ensemble de relations interpersonnelles, organisées comme un système de positions sociales qui se définissent les unes par rapport aux autres et qui rattachent l'individu à son milieu (espace social) (Requier-Desjardins 2009).

D'autre part, Luhwindja, comme *territoire*, est un territoire social, car nous le considérons comme étant une représentation symbolique ou idéelle de l'espace. Au niveau communautaire, les populations se construisent alors un sentiment d'appartenance à cette espace commun, et de là, ils se construisent une identité collective.¹⁰ Au niveau individuel, il s'agit plutôt d'un territoire géographique : chaque individu – et même chaque ménage – se sent non seulement appartenir à l'identité communautaire, mais aussi à sa propre identité (identité individuelle ou identité personnelle)¹¹ ou à l'identité de son ménage, qui est tout naturellement attaché à l'espace occupé (maisons, concession, cheptel, etc.). Sur ce genre d'espace, dans de nombreux villages de l'Afrique subsaharienne par ailleurs, les illustres disparus membres de la famille sont souvent enterrés (Geeneen & Claessens 2013). Ces tombes font donc partie de l'identité de l'individu vis-à-vis de l'espace géographique (territoire géographique au niveau du ménage) ou de son territoire social.

Tout détachement des populations, des ménages ou des individus de leur territoire (au sens pluriel) constitue une « déconnexion ». Il s'agit d'une rupture ou d'une déstabilisation des liens existants entre les populations et l'espace, la culture, l'identité, le pouvoir, etc. Prise au niveau individuel, la stratégie de délocalisation que Twangiza mining a mise en œuvre et qui a consisté à déplacer les ménages de leur territoire vers un « autre » territoire peut donc être considérée comme étant une « déterritorialisation ».

D'une part, il s'agit d'une production de la rupture entre l'individu et l'environnement ou entre l'homme et la société, une rupture qui fragilise en même temps les fondements du territoire social – qui détache ou éloigne l'individu de son identité, de sa culture, de son histoire et de son espace produit. Cette rupture conduit à de nouvelles perceptions des individus, déplacés ou non, vis-à-vis de leur territoire (entendu comme territoire géographique), des acteurs qui ont causé cette rupture (Twangiza mining, État congolais, autorité coutumière, etc.) et du nouveau mode de vie que les déplacés et les non-déplacés expérimentent comme conséquence de la délocalisation.

Littérature empirique

Dans divers pays en développement, et plus particulièrement dans les pays de l'Afrique subsaharienne comme le Ghana, la Sierra Leone, la Tanzanie, l'Afrique du Sud du Sud, etc., de nombreuses études se sont intéressées aux conséquences de l'arrivée de la grande mine pour une exploitation industrielle dans les communautés minières (Buraye 2018; Geenen 2014; Maconachie & Hilson 2011; Bush 2009).

Parmi les études qui se sont intéressées à la délocalisation des populations à Luhwindja (en RDC) en vue d'une exploitation minière à grande échelle, certaines ont emprunté une démarche juridique et d'autres ont abordé des questions plutôt socio-économiques.

À travers une approche qualitative et juridique, Namegabe et Murhula (2013) ont analysé la qualification juridique correspondant à cette mesure de délocalisation et ont évalué les conséquences juridiques associées à cette qualification. Ces auteurs ont montré que la délocalisation des populations à Luhwindja relève d'une quasi-expropriation qu'ils ont qualifiée d'expropriation de fait.¹² Ils montrent que le bénéficiaire d'une telle expropriation est l'investisseur privé, un acteur qui s'est imposé – la compagnie minière Banro. Cela justifierait la raison pour laquelle l'État a permis la mise en place d'une telle mesure d'expropriation.¹³

Kabunga *et al.* (2018), avec un regard qualitatif, critiquent quant à eux la procédure de la mise en œuvre de la mesure de délocalisation des populations de Luhwindja sur la base du dispositif de la gouvernance participative locale. Ils montrent que la compagnie minière Banro utilise la « stratégie de la carotte » pour influencer le forum communautaire – une structure de gouvernance participative émanant de la communauté locale – afin d'affaiblir la cohésion discursive des membres, les divisés en les mettant en conflit et ensuite elle profite pour prendre le *lead*. Telle la stratégie de « diviser pour régner ».

La Maison des Mines du Kivu (2015) et Justice et Paix (2019 et 2015), dans leurs rapports de recherche sur la mesure de délocalisation, ont analysé le processus de délocalisation et de réinstallation des populations. Ces rapports montrent que la délocalisation a négativement impacté les droits des populations autochtones et les droits humains des communautés relocalisées lorsque l'on observe leurs conditions de vie (accès au marché, infrastructures de base, habitat, etc.).

Méthodologie

Contextualisation de notre cas d'étude

Notre analyse se construit autour de l'étude de cas de la chefferie de Luhwindja. Il s'agit d'une zone minière située dans la province du Sud-Kivu, à l'Est de la RDC. Elle s'étend sur une superficie de 183 km² et est habitée par environ 95 101 personnes avec une densité de 519 habitants par kilomètre carré. Luhwindja est subdivisé en neuf groupements dont : Kabalole, Idudwe, Cibinda II, Burembo, Lubuha, Bujiri, Mulama, Karundu, Luciga. Et chaque groupement est subdivisé en villages. La figure suivante présente le territoire géographique de notre cas d'étude.

En 2005, Banro, à travers sa filiale Twangiza mining,¹⁴ arrive à Luhwindja pour commencer ses travaux d'exploration en vue de produire de l'or de manière industrielle.¹⁵ À l'issue des travaux d'exploration, la Twangiza mining décida d'installer son usine dans ce groupement de Luciga, plus précisément à Mbwega, la mine qui était le poumon de l'économie de la chefferie de Luhwindja. Luciga est le groupement le plus riche en ressources forestières, aquatiques et en sol fertile. Il est aussi le groupement le plus peuplé de la chefferie avec à lui seul 19 485 habitants.¹⁶

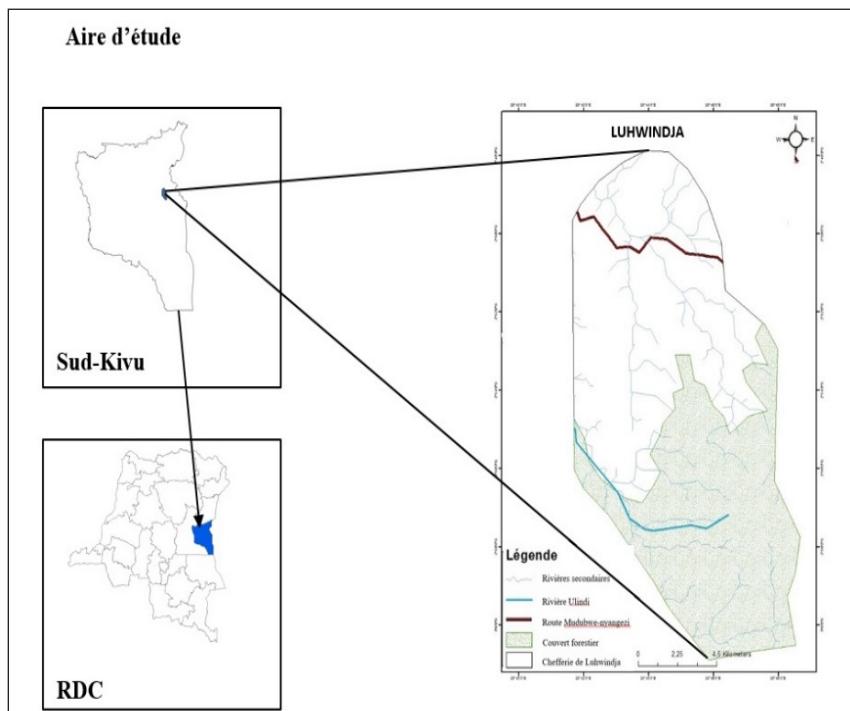


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Source : Bashizi *et al.* 2018

Pour l'exploitation de la mine à ciel ouvert, Banro a évacué la population de son périmètre d'exploitation et suspendu toutes les activités des populations locales sur ce périmètre (Buraye *et al.* 2017). En 2005, au cours de ce processus d'expropriation des terres, des populations de Luciga ont été dépossédées de leur village, de leurs logements, leur terre agricole, des sites miniers artisanaux, de leurs eaux, etc. Ainsi, dépourvue de son milieu de vie, de son environnement, de son territoire, cette partie de la population de Luhwindja a finalement été soumise à une scène de déterritorialisation. Les statistiques disponibles indiquent qu'environ 800 ménages ont été délocalisés et 12 000 paysans-creuseurs artisanaux privés de leurs activités économiques (Justice et Paix 2019).

La première phase de délocalisation a eu lieu en 2006. Les ménages concernés furent ceux de deux villages du groupement de Luciga (Nyorha et Cibanda Ier) (OGP 2010). Ces derniers ont été installés à Cinjira, un milieu enclavé se trouvant sur le sommet d'une montagne à 2 900 m d'altitude. Détachés de leur réseau social, de leur histoire et finalement de leur identité

(personnelle ou collective), ces ménages devaient s'adapter aux nouvelles conditions de vie sur ce milieu inconnu, nouveau, et apprendre à développer de nouvelles stratégies de survie. Sur le sommet de cette montagne, la Twangiza mining avait construit des logements de remplacement pour ces ménages (Justice et Paix 2019).

La collecte des données

Trois *focus groups* avec les femmes et les hommes de Cinjira et les représentants de Twangiza mining et huit entretiens individuels semi-structurés ont été réalisés à Luhwindja. Dans le cadre des entretiens, nous nous sommes entretenus avec personnes suivantes¹⁷ : le chef de la chefferie de Luhwindja, le curé de la paroisse d'Ifendula, le directeur *ad interim* (*a. i.*) de l'école primaire de Ciburhi, le médecin directeur *a. i.* de l'Hôpital général de référence d'Ifendula, le chef du groupement de Bujiri, l'ancien président de la société civile de Luhwindja, un révérend pasteur d'une église de la 8^e Communauté des Églises libres pentecôtistes en Afrique (CELPA) et l'infirmier titulaire de Cinjira. Ces personnes-ressources ont été identifiées par effet boule de neige à partir du premier entretien que nous avons eu avec le chef de la chefferie. S'est ensuivie l'enquête quantitative sur la base d'un questionnaire.

Nous avons sélectionné aléatoirement 250 ménages¹⁸ dans la chefferie de Luhwindja dans six villages (Cinjira, Bigaja, Buhamba, Cibanda 1^{er}, Ishongwe et Bulende) de trois groupements (Luciga, Bujiri et Kabolole). Cette sélection s'est réalisée sur la base des listes de ménages que nous avons produites après recensement et en collaboration avec les chefs des villages sélectionnés. Le choix des villages s'est opéré en fonction de leur proximité avec les activités de Banro.¹⁹ Par hypothèse, les ménages vivant proches des activités de Banro (donc dans le groupement de Luciga) sont des candidats ou des victimes potentielles d'une probable délocalisation au cas où les activités minières de l'entreprise le nécessitent.

Dans les analyses, afin de comparer les perceptions en rapport avec la déterritorialisation et les conditions de vie des ménages de Cinjira actuellement, par opposition à ceux des autres villages, nous avons regroupé notre échantillon en deux sous-échantillons : le premier groupe (n_1) reprend les ménages de Cinjira ou les ménages délocalisés et le deuxième groupe (n_2) reprend les ménages non délocalisés ou les ménages vivant dans les villages autres que Cinjira.

L'hypothèse qui se trouve derrière notre analyse de la perception de la déterritorialisation et de la qualité de vie nous conduit à supposer que les ménages de Cinjira soient plus négatifs en termes d'effets ressentis de la déterritorialisation que ceux d'autres villages. Le tableau suivant représente la répartition des ménages par village et par groupement.

Tableau 1 : répartition des ménages enquêtés par village et par groupement

Groupement	Village	Taille de l'échantillon (ménages)	Proximité aux activités de Twangiza mining (en termes de distance ²⁰)	Nature du groupe (n)
Luciga	Cinjira	72	Pas proche	n ₁ = 72 n ₂ = 173
	Bugaja	39	Proche	
	Buhamba	10	Proche	
	Cibanda 1 ^{er}	61	Proche	
Bujiri	Ishongwe	31	Proche	
Kabalole	Buhendwa	32	Proche	
Total				n = 245

Source : confection des auteurs

Tableau 2 : Les composantes de la perception de la déterritorialisation

Facteurs	Items		Alpha de Cronbach
Accès aux terres arables et pratique des activités agricoles	Item 1	Le milieu dans lequel nous vivons ne nous donne pas d'opportunités en terres arables pour les activités agropastorales parce que Banro occupe les grands espaces de terres arables.	0,65
	Item 2	C'est difficile de pratiquer l'agriculture parce que les champs ne sont plus fertiles suite à la pollution de l'environnement.	
Accès au marché et opportunités d'affaires	Item 3	Banro a souvent eu des initiatives de développement rattachées au commerce pour restaurer nos moyens de subsistance.	0,68
	Item 4	Banro a souvent eu des initiatives de création d'emploi en notre faveur (gardiennage, sécurité routière, etc.)	
	Item 5	Banro a souvent eu des initiatives pour améliorer les voies pour la commercialisation de nos produits agricoles (routes, ouvertures aux grands marchés voisins).	

	Item 6	Depuis que la société BANRO s'est installée, les activités commerciales des biens et services se déroulent mieux (les centres de vente sont pleinement opérationnels).	
	Item 7	Depuis que la société BANRO s'est installée, nous avons plus des clients pour les produits que nous vendons.	
Accès aux infrastructures de base (santé, éducation, espaces de loisirs)	Item 8	Nous sommes carrément dépourvus des infrastructures sociales de base (le marché, le centre de santé; les établissements scolaires, etc.).	0,81
	Item 9	Les infrastructures sociales de base qui sont disponibles ne sont pas pleinement opérationnelles.	
	Item 10	Le milieu dans lequel les gens sont obligés de vivre actuellement donne moins accès aux services sociaux (hôpitaux, centre de santé) que l'ancien milieu (avant 2009).	
Accès aux ressources minières	Item 11	Nous vivons dans le stress parce que la compagnie peut nous interdire même les petits sites miniers que nous exploitons actuellement.	0,66
	Item 12	Avant l'arrivée de la société, nous travaillions nombreux dans les mines, ce qui permettait d'augmenter la production.	
Perturbation des relations sociales dans la communauté	Item 13	La présence de Banro a accentué les conflits entre les membres de la communauté parce que certains membres de la communauté agissent en notre défaveur pour le compte de la société minière.	0,71
	Item 14	La présence de Banro a dissuadé les exploitants miniers de travailler ensemble (trahisons entre les exploitants proches de la société minière).	
	Item 15	La présence de BANRO a réduit la confiance mutuelle entre les membres de la communauté en général.	
	Coefficient global de fiabilité		0,68

Source : confection des auteurs

La mesure de l'indice

À partir de la notion du territoire et de la déterritorialisation vue sous l'angle de l'écologie politique (voir section II précédente), nous avons regroupé – sur la base des entretiens réalisés – les différentes déconnexions entre les individus (les ménages) et leurs territoires en cinq facteurs théoriques ou dimensions de la perception de la déterritorialisation. Il s'agit de : l'accès aux terres arables et la pratique des activités agricoles (1), l'accès au marché et aux opportunités d'affaires (2), l'accès aux infrastructures de base (3), accès aux ressources minières (4) et les perturbations des relations sociales dans la communauté (5). L'échelle de Likert retenue va du niveau 1 « pas du tout d'accord » au niveau 5 « tout à fait d'accord ». Le tableau n° 2 regroupe les items retenus pour chaque dimension après l'étape de l'épuration des données.²¹ Le coefficient de corrélation inter-item (le coefficient de Cronbach) a aidé à réaliser cette étape d'épuration. Le coefficient de Cronbach global qui a été retrouvé est de 0,68 (proche de 0,7).²² L'extraction de l'indice de perception de la déterritorialisation s'est réalisée à partir d'une simple analyse en composante principale.

En théorie, les conditions de vie peuvent recouvrir trois dimensions différentes : l'éducation, les conditions de l'habitat, et la santé (Alkire & Santos 2010). Alkire et Foster (2010) indiquent que ces facteurs sont mieux adaptés aux pays en développement où les données microéconomiques ne sont ni complètes ni suivies régulièrement. Dans ce travail, étant donné le contexte de Luhwindja, nous avons retenu ces trois dimensions : le niveau d'instruction, l'habitat et la santé. Afin de comparer la population de Cinjira à celle des autres villages de Luhwindja, nous avons, par une analyse en composante principale, calculé l'indice des conditions de vie (Buraye 2017).

Les caractéristiques liées au niveau d'éducation du ménage recouvrent : le niveau d'instruction du père, le nombre de personnes dans le ménage qui fréquentent l'école, la perception en rapport avec la distance qui sépare le ménage de l'école où les enfants étudient. L'habitat comprend : la qualité du mur de la maison d'habitation, le type de toilettes que le ménage utilise, la perception par rapport à la distance qui sépare la maison d'habitation et le point d'approvisionnement en eau, et le type de source d'approvisionnement en eau potable. La santé touche à la perception de la qualité de la santé (satisfaisante ou non satisfaisante) et aux dépenses annuelles que le ménage supporte en rapport avec les soins de santé. Le tableau n° 3 ci-contre reprend les facteurs des conditions de vie.

Tableau 3 : Les facteurs des conditions de vie

Dimensions ou facteurs	Mesure	Source
Habitat		
Type de maison d'habitation.	1 si en dur, 0 sinon.	Buraye (2017), Alkire et Santos (2010)
Type de toilette que le ménage utilise.	1 si toilette privée au ménage, 0 sinon (commune).	Alkire et Santos (2010), Buraye (2016).
Type de source d'approvisionnement en eau potable.	1 si aménagé (robinet ou borne-fontaine), 0 sinon (naturelle...).	Buraye (2017), Alkire et Santos (2010)
Distance entre le point d'eau principale et la résidence (perception en termes de courte ou longue).	1 si longue, 0 sinon.	Alkire et Santos (2010).
Éducation		
Le niveau d'instruction du chef du ménage a dépassé le niveau du cycle d'orientation (2 ans après l'école primaire).	1 si le chef du ménage a dépassé la deuxième année de cycle d'orientation.	Alkire et Santos (2010).
Nombre de personnes dans le ménage qui fréquentent l'école.	1 si Plus d'enfants à l'école primaire.	Buraye (2017), Alkire et Santos (2010).
Distance qui sépare l'école au domicile (ménage)	1 si longue, 0 sinon.	Discussion informelle avec les habitants et observations du milieu par les auteurs.
Santé		
Qualité des services de santé que le ménage reçoit lorsqu'un membre du ménage est malade.	1 si les soins de santé sont estimés de bonne qualité, 0 sinon.	Alkire et Santos (2010).
Dépenses annuelles en soins de santé.	1 si les dépenses annuelles de santé sont énormes (au-dessus de la moyenne).	Discussion informelle avec les habitants et observations du milieu par les auteurs.

Discussion des résultats

La perception de la déterritorialisation

Dans l'ensemble, les ménages de Luhwindja (délocalisés et non délocalisés) sont négatifs (62 %) à l'égard de la stratégie de délocalisation que Twangiza mining a mise en œuvre.

La dimension « accès à la terre arable » indique, à elle seule, qu'en moyenne 60 pour cent des ménages de Luhwindja estiment que la terre arable n'est plus disponible à Cinjira comme partout ailleurs dans la chefferie (figure 2).

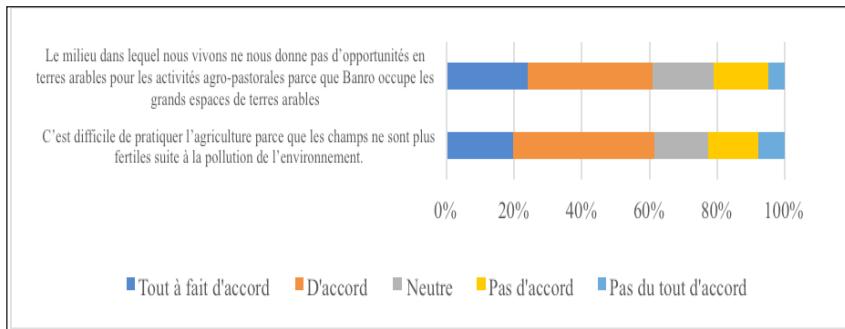


Figure 2 : Distributions des opinions par items du facteur « accès la terre arable »

Source : nos analyses des données de terrain

Toutefois, la situation est plus préoccupante à Cinjira – un «nouveau territoire» pour les ménages qui y logent – que partout ailleurs dans la chefferie : les ménages se plaignent des conditions climatiques (le froid et le vent) qui sont défavorables à la pratique de l'agriculture (Bashizi 2020; Alert International 2015; Maison des mines 2015; Justice et Paix 2015).

Un chef de ménage que nous avons enquêté s'est exprimé en ces termes :

Quand ils nous ont installés ici (Cinjira), nous croyions qu'ils allaient aussi nous donner des terres à cultiver. Mais qui cultive et vit sur un espace de 15 m²? La perte de nos terres suite à ce déplacement rend nos conditions de vie difficiles.

Au-delà des conditions climatiques, dans ce nouvel espace de vie (Requier-Desjaradins 2009) pris comme un espace géographique, l'adaptation à la carence en terre arable, qui s'est traduite par une «expropriation de fait» (Namegabe & Murhula 2013), devient un casse-tête pour les ménages délocalisés. Avec 15 m² d'espace par ménage, il s'agit tout simplement d'une menace à la survie de ces ménages, dont la majorité pratiquaient l'agriculture avant d'être délocalisés. Ainsi, la négativité des ménages de

Luhwindja dépendrait aussi de l'indisponibilité des terres arables. Dans le reste de la chefferie, même les ménages qui n'ont pas été délocalisés ont dû partager le reste de terre avec certains ménages qui sont venus de Mbwega.

Une autre dimension relative à la perception de la déterritorialisation qui entre dans le cadre de l'écologie politique (Escobar 1998) concerne l'« accès au marché et disponibilité des opportunités d'affaires ». La distribution des opinions (figure 3) montre que la très grande majorité (plus de 80 %) des ménages de Luhwindja affirme que Twangiza mining ne leur a pas encore facilité l'accès au marché et ne leur a pas offert des opportunités d'affaires.

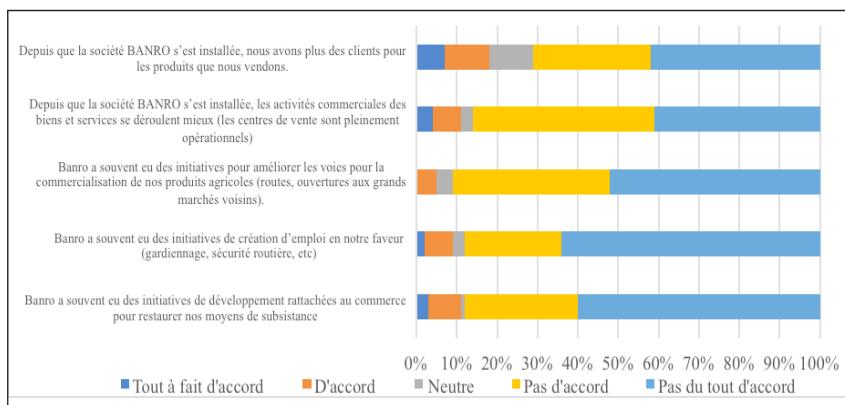


Figure 3 : Distributions des opinions par item du facteur « accès au marché et disponibilité d'opportunités d'affaires »

Source : nos analyses des données de terrain

En effet, le marché reste moins accessible, même pour les activités commerciales, dans toute la chefferie. Notre entretien avec un membre de la société civile (annexe I) confirme ce point de vue, selon ses termes :

Aujourd'hui, je peux vous assurer que beaucoup de nos anciens commerçants n'exercent plus, ils sont à la maison. Ils ont déjà essayé de varier les produits qu'ils vendaient, mais en vain. Ceux qui sont restés dans le business, nous les voyons actuellement en train de moisir et de s'appauvrir. Nous comprenons de plus en plus que c'est la mine artisanale qui faisait vivre notre chefferie.

Les ménages qui ont été délocalisés à Cinjira souffrent encore un peu plus de ce manque d'accès au marché et d'opportunité d'affaires : il n'y a pas de marché à Cinjira. Les entretiens que nous avons réalisés (entretiens 1, 2 et 6, annexe I) ont indiqué qu'il faut se rendre à Luciga ou dans d'autres groupements à environ deux heures de marche en moyenne pour opérer sur un marché qui a baissé d'intensité en personnes et en activités depuis que les exploitants miniers ont été délocalisés du site de Mbwega.

Pour le facteur « accès aux infrastructures de base (santé, éducation, espaces de loisirs) », la distribution des opinions qui se présente dans la figure 4 ci-contre, établit que les ménages de Luhwindja restent partagés en ce qui concerne la disponibilité des services sociaux et des infrastructures tels que les aires de loisirs, les structures de santé, les écoles...

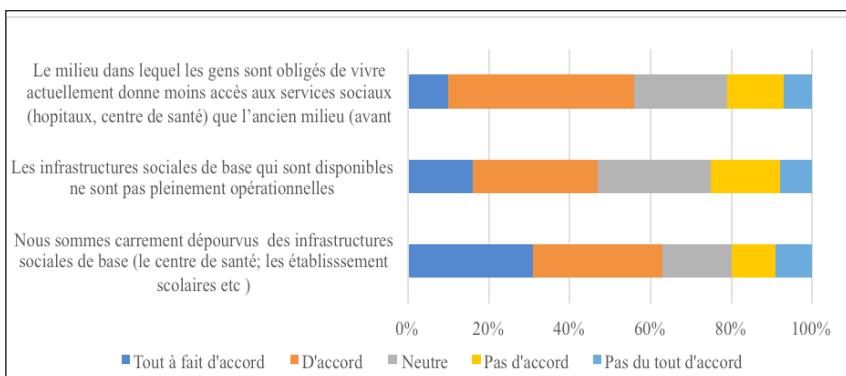


Figure 4: Distributions des opinions par items du facteur « Accès aux infrastructures de base (santé, éducation, espaces de loisirs) »

Source : nos analyses des données de terrain

Contrairement aux conclusions de Justice et Paix (2015), qui a montré que les communautés de Luhwindja étaient très négatives par rapport à l'accès aux infrastructures, nos résultats indiquent que les opinions sont plutôt partagées. Cela peut signifier qu'au fil du temps, les actions que Twangiza mining réalise dans la communauté (construction des écoles, ambulance médicale, etc.) sont saluées par certains membres de la communauté. Ceux qui donnent une note positive se baseraient sur les quelques projets réalisés, tandis que les sceptiques avancent les arguments selon lesquels ce qui a été fait n'est pas à la hauteur de ce à quoi la communauté s'attendait.

Cependant, la comparaison de ces positions, y compris l'analyse des différents rapports (Maison des Mines du Kivu 2015), permet de mettre en exergue le fait que des projets de développement aient été réellement réalisés bien que n'ayant pas satisfait la communauté dans son entiereté.

En fait, la position sceptique tient des lamentations sur l'accès effectif²³ aux services sociaux représentés par ces infrastructures et sur leur qualité, surtout pour les ménages délocalisés. La déclaration suivante en est illustrative :

Avoir des hôpitaux ou des écoles c'est bien, mais quand on a perdu l'emploi qui vous permettait de payer ces services, c'est comme si tout ça n'existe pas pour moi. Même les enfants qui étudient, une fois délocalisés, nos enfants doivent marcher pendant plus de 2 heures pour atteindre les écoles.²⁴

La faible qualité d'infrastructures et des maisons mises en place par l'entreprise comparativement à celles convenues dans le cahier des charges justifie les plaintes des sceptiques.

En effet, dans le Protocole d'accord signé en 2008 entre Twangiza mining et la communauté de la chefferie de Luhwindja, il a été convenu, par exemple, que la compagnie construise des maisons en briques ayant au moins la même taille que les maisons à remplacer pour les délocalisés (Justice et Paix 2015). Ces maisons devraient avoir les caractéristiques suivantes : une toiture en tôle, des fenêtres vitrées, une unité de cuisine extérieure, des toilettes sèches et aérées, et être à proximité des conduites d'eau potable. Mais les maisons qui ont été construites n'ont pas rejoint ces caractéristiques, d'où les plaintes de la communauté dans son ensemble et des délocalisés en particulier.²⁵

Pour le facteur « Accès aux ressources minières », la figure 5 ci-contre, qui reprend la distribution des opinions, indique que la présence de Twangiza mining a réduit l'accès à l'or des exploitants miniers artisanaux à Luhwindja. Ceux qui exploitent encore de l'or de manière artisanale (à Lukunguri et à Kadumwa où ils ont été relocalisés en quittant Mbwega) sont dans une situation instable et de stress permanent sur un « territoire » qui appartient juridiquement à Twangiza mining, le titre minier ayant préséance sur le titre foncier en RDC²⁶ (Lwango 2016). Ils sont conscients que si la Twangiza mining trouvait nécessaire de faire déguerpir les exploitants miniers du site de Lukunguri et à Kadumwa par exemple, site où ces derniers semblent encore être tolérés, elle n'hésiterait pas.²⁷

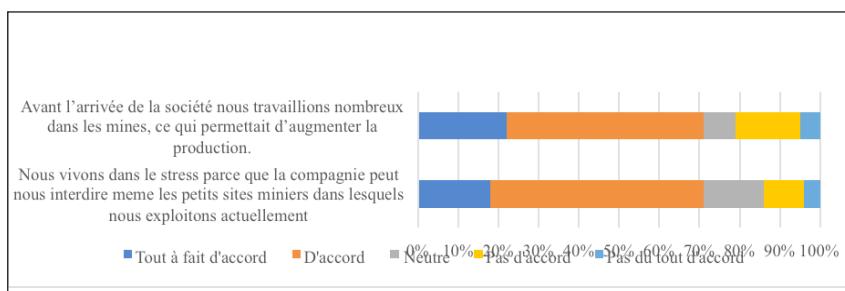


Figure 5 : Distribution des opinions par items du facteur « accès aux ressources minières »
Source : nos analyses des données de terrain

Contrairement aux opinions des habitants de Luhwindja, les agents de Twangiza Mining avec lesquels nous nous sommes entretenus ont soutenu que la production de l'or par l'entreprise était déjà en baisse depuis un certain temps et que l'entreprise n'exclut pas la possibilité d'élargir son espace de

manière à accroître sa production. Cette information sous-entend que les ménages pourront donc être de nouveau délocalisés et ce processus peut même atteindre les ménages que la compagnie avait installés à Cinjira. Vu sous l'angle du « territoire » et de l'écologie politique (Requier-Desjardins 2009), sur l'espace « Cinjira » comme sur celui de Luhwindja, Twangiza mining apparaît comme l'acteur qui décide et qui s'impose (Namegabe & Murhula 2013) et la communauté comme l'acteur qui se soumet et qui peut s'opposer parfois, mais ne peut pas changer de manière durable l'option prise par la compagnie (Buraye et al. 2017), la loi foncière favorisant le titre minier.

L'on peut en déduire que lorsqu'une entreprise minière est implantée dans un milieu, le processus de déterritorialisation cesse d'être un phénomène conjoncturel pour être un phénomène structurel. Il suffit de la découverte des minerais à chaque endroit pour que les populations soient exposées à la perte de leurs droits et soient en permanence en incertitude quant à leur identité personnelle aussi bien que collective, leur adresse physique exacte et leurs biens.

Enfin, c'est le facteur « perturbation des relations sociales dans la communauté ». La figure 6 permet de constater que la majorité des ménages (plus de 50 %) reconnaît que Twangiza mining a perturbé les relations sociales dans la communauté et que l'espace social a été donc touché.

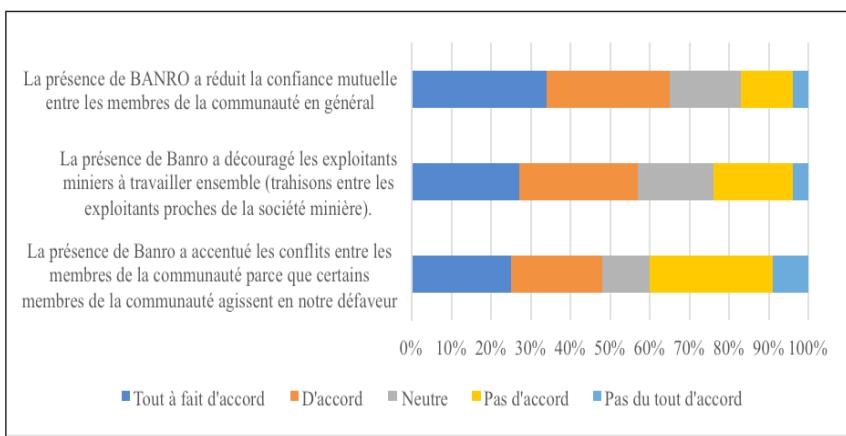


Figure 6 : Distribution des opinions par items du facteur « Perturbation des relations sociales dans la communauté »

Source : nos analyses des données de terrain

En vivant ensemble avant l'arrivée de Banro, la communauté avait construit un capital social assez solide caractérisé par la solidarité, la convivialité et la fraternité. Cependant, une fois une partie de la communauté délocalisée à Cinjira, il eut une

certaine rupture entre la population délocalisée et la population restante. La vie sociale de cette communauté n'a plus été la même (Bashizi 2020). Une interviewée retrouvée sur le site de la relocalisation nous disait :

Avec mes quatre voisines, nous nous organisions pour aller cultiver à tour de rôle dans les champs de chacune de nous. Le travail en groupe était plus efficace. Mais au-delà du travail, c'étaient des moments agréables de retrouvaille où nous parlions de tout et de rien, nous chantions, nous riions ensemble et nous nous partagions nos collations. Mais malheureusement, cette délocalisation est venue pour nous séparer et briser cette harmonie sociale dans laquelle nous vivions. Ça fait plus 2 ans que je n'ai plus revu mes anciennes voisines. C'est par hasard que nous nous croisons présentement au marché ou lors des événements sociaux.

Caractéristiques des ménages et de l'indice de perception de la déterritorialisation : comparer les délocalisés aux non délocalisés

Quelques caractéristiques des ménages

Le tableau 4 ci-contre permet de comparer statistiquement deux groupes de ménages (les délocalisés ou les ménages de Cinjira et les ménages qui sont dans le reste de la chefferie de Luhwindja) en fonction des caractéristiques sociodémographiques, socio-économiques, et de conditions de vie.

Les différences sociodémographiques ne sont pas statistiquement significatives entre ces deux groupes de ménages.²⁸ L'absence de cette différence n'est pas surprenante à nos yeux. Il s'agit bel et bien des ménages qui, bien qu'actuellement distants géographiquement du fait de la stratégie de délocalisation, vivent les mêmes réalités et les mêmes convictions (culturelle, religieuses, de procréativité, etc.) sur leur territoire. Ce sont ces réalités et convictions communes qui donnent du sens à leur appartenance au territoire. Comme l'a indiqué le chef de chefferie, «ce n'est pas parce que certains ménages ont été délocalisés que leur mode de procréation, leur définition du ménage, encore moins la taille moyenne de leurs ménages vont changer».²⁹ Du coup, leur localisation sur un nouvel espace au sein d'une même chefferie n'indique pas que les caractéristiques sociodémographiques d'un ménage soient différentes de celles des autres ménages de la même chefferie. Autrement, les opinions que nous avons présentées dans la section précédente pourraient ne pas être basées sur les différences sociodémographiques, mais sur d'autres caractéristiques du ménage.

Tableau 4. : Comparaison des caractéristiques des ménages de Cinjira à ceux du reste de la chefferie

	Ménages de Cinjira (n = 72)	Autres ménages de Luhwindja (n = 173)	
Caractéristiques sociodémographiques			
Âge du chef du ménage	43	44	
Taille du ménage	5	5	
Caractéristiques socio-économiques			
La mine est la principale source de revenus.	54 %	37 %	**
Les dépenses mensuelles du ménage sont élevées (par rapport à la moyenne).	20 %	41 %	**
Conditions de vie			
Habitat			
La maison est en matériaux durables.	88 %	63 %	***
Le ménage a au moins une latrine dans la maison.	3 %	2 %	
L'eau potable que le ménage utilise est très proche ou dans la parcelle du ménage.	35 %	60 %	***
Le ménage se ressource auprès d'une source Aménagée.	26 %	55 %	***
Éducation			
Le Chef du ménage a dépassé le niveau du cycle d'orientation (2 ans après l'école primaire).	25 %	36 %	*
Le ménage a beaucoup d'enfants à l'école primaire qu'il prend en charge (plus de la moyenne de l'ensemble).	75 %	68 %	
L'école que fréquentent les enfants est très éloignée.	44 %	67 %	**
Santé			
Le ménage estime que les soins de santé à Luhwindja sont de bonne qualité.	90 %	85 %	
Le ménage a au moins un membre qui a souffert d'une maladie pulmonaire pendant l'année.	8 %	20 %	**
Le ménage estime qu'il dépense beaucoup pour les soins de santé.	93 %	88 %	

Notes : *** p < 0,01 ; ** p < 0,05 et * p < 0,1

Contrairement aux caractéristiques sociodémographiques, la comparaison entre les caractéristiques socio-économiques et celles liées aux conditions de vie indique des différences statistiquement significatives entre les ménages délocalisés et les ménages non délocalisés. En effet, l'on se rappellera que, venant du village de Nyorha (à Mbwega dans le groupement de Luciga) où se trouvait le plus grand site minier de la chefferie (Bashizi *et al.* 2018), les délocalisés sont principalement des exploitants miniers artisanaux. Par conséquent, en rapport avec la source principale de revenu et le niveau des dépenses mensuelles, la différence (à 5 %) n'est pas surprenante. Comme l'ont indiqué la Maison des Mines (2015), Justice et Paix (2015) et Namegabe et Murhula (2013), la non-exploitation de l'or par les ménages de Cinjira a fait baisser leur niveau de revenu et a rétréci leur niveau de dépenses de consommation. Les opinions négatives des ménages de Luhwindja (délocalisés ou non) vis-à-vis de la délocalisation peuvent donc dépendre des caractéristiques socio-économiques.

La différence entre les ménages de Cinjira et ceux du reste de la Chefferie est aussi significative sur le plan des conditions de vie, comme l'ont indiqué la Maison des Mines (2015) et Justice et Paix (2015). Ces caractéristiques pourraient influencer les opinions des ménages de Luhwindja sur la déterritorialisation. L'habitat – murs de la maison, proximité avec la source d'approvisionnement en eau et qualité de la source d'approvisionnement – (à 1 %), l'éducation (niveau d'éducation du chef de ménage et la distance où se situe l'école que les enfants fréquentent) et la santé (le membre du ménage a souffert d'une maladie pulmonaire) différencient les ménages de Cinjira des ménages du reste de la chefferie.

Indice de perception sur la déterritorialisation et caractéristiques des ménages

En termes d'opinions en rapport avec la déterritorialisation, le tableau n° 5 ci-contre indique que les ménages de Luhwindja présentent deux caractéristiques qui les distinguent statistiquement les uns des autres : la source de revenus, et le nombre d'enfants qui fréquentent l'école et qui sont à charge du chef du ménage.

En effet, 50 pour cent des ménages qui sont négatifs par rapport à la déterritorialisation ont la mine comme principale source de revenus contre 32 pour cent qui sont positifs. Cette perception négative nous paraît normale dans la mesure où ceux qui exploitaient la mine à Mbwega et dont c'était la principale source de revenus devraient naturellement être négatifs vis-à-vis de la déterritorialisation, car cette dernière ne leur a pas permis de poursuivre leurs activités minières (Bashizi *et al.* 2018).

Tableau 5 : perception sur la déterritorialisation et quelques caractéristiques des ménages

	Indice d'opinion sur la déterritorialisation		
	Négatifs (n = 132)	Positifs (n = 113)	
Caractéristiques sociodémographiques			
Âge du chef du ménage	42	45	
La taille du ménage	5	5	
Caractéristiques socio-économiques			
La mine est la source principale du revenu du ménage.	50 %	32 %	***
Les dépenses mensuelles du ménage sont élevées (par rapport à la moyenne).	38 %	33 %	
Condition de vie			
Habitat			
Les murs de la maison sont en dur.	74 %	68 %	
Le ménage a au moins une latrine dans la maison.	2 %	3 %	
L'eau potable est très proche ou dans la parcelle du ménage.	55 %	50 %	
Le ménage se ressource à une source aménagée (Robinet, borne-fontaine, puits aménagé).	47 %	47 %	
Éducation			
Le chef du ménage a dépassé la deuxième année de cycle d'orientation.	35 %	30 %	
La distance jusqu'à l'école est plus ou moins longue, distance pour les enfants.	63 %	58 %	
Le ménage a beaucoup d'enfants à l'école, qui sont à charge du chef du ménage.	77 %	63 %	**
Santé			
Le ménage estime que soins de santé sont de bonne qualité.	83 %	89 %	

Le ménage a au moins un membre qui a souffert d'une maladie pulmonaire pendant l'année.	15 %	19 %	
Le ménage estime que les dépenses annuelles de santé sont énormes.	88 %	90 %	
Caractéristique de localisation géographique			
Le ménage est de Cinjira.	28 %	31 %	
Le ménage est de Luciga (autre que Cinjira et que le reste de la chefferie).	63 %	57 %	
Le ménage n'est pas de Luciga (donc pas non plus de Cinjira).	24 %	29 %	

Notes : *** p < 0,01; ** p < 0,05 et * p < 0,1

En outre, de nombreux ménages qui sont négatifs (77 %) vis-à-vis de la déterritorialisation ont beaucoup d'enfants (nombre supérieur à la moyenne) qui fréquentent l'école et qui sont à charge du chef, contre 63 pour cent qui sont positifs. Ce facteur reflète, en quelque sorte, le poids que le ménage supporte pour l'éducation de ses enfants. Logiquement, le nombre d'enfants dans le ménage n'a rien à avoir avec la délocalisation ou le fait de vivre à Cinjira ou pas.

Mais avec la venue de la grande mine, les ménages peuvent s'attendre à une prise en charge des enfants. D'ailleurs, Twangiza mining avait déjà pris en charge les enfants pendant environ 5 ans (Maison des Mines du Kivu 2015).

Conclusion

La présente étude est partie de la notion de territoire sous l'angle de l'écologie politique pour tenter d'explorer, à partir du concept de territoire, les perceptions de la communauté vis-à-vis de la stratégie de la délocalisation que Twangiza mining, une entreprise minière industrielle, a mise en œuvre et a imposée à Luhwindja. Nous sommes parvenus à calculer l'indice statistique captant les perceptions des communautés. Les résultats analysés dans le présent papier permettent de mettre en exergue quatre éléments de conclusion.

Premièrement, la modernisation minière, en contradiction avec le potentiel développeur des compagnies minières industrielles, est un processus ayant la possibilité d'entraîner la confiscation territoriale et les limitations d'accès au marché, aux opportunités commerciales, aux infrastructures

de base et aux réseaux sociaux. Ces limitations alimentent les plaintes des communautés locales qui espéraient un développement local avec l'arrivée de la grande mine. Elles définissent les perceptions négatives des communautés locales. Ainsi, la stratégie de délocalisation que la grande mine a imposée et que les communautés ont subie est un phénomène destructeur du territoire comme espace produit.

Deuxièmement, l'analyse des perceptions des communautés locales vis-à-vis de la stratégie de délocalisation ne permet pas de différencier les ménages selon leurs caractéristiques sociodémographiques, quelles que soient leurs localisations au sein du territoire géographique. Délocaliser un ménage ou pas au sein d'une même chefferie ne permet pas aux ménages de changer leurs habitudes culturelles, religieuses et de procréation, ainsi que leurs convictions communes, qui donnent du sens à leur appartenance au territoire.

Troisièmement, la déterritorialisation a permis d'observer les différences statistiquement significatives, en termes de caractéristiques socio-économiques, entre les ménages délocalisés et les autres ménages. En effet, délocaliser un ménage d'un territoire où les membres du ménage exerçaient leurs activités économiques (exploitation minière, agriculture, petit commerce, etc.), accédaient assez aisément au marché et aux opportunités d'affaires, et avaient déjà constitué de solides réseaux sociaux constitue une rupture qui a des effets néfastes sur les aspects socio-économiques des ménages (habitat, niveau d'instruction et santé). Ces effets néfastes différencient ainsi les ménages délocalisés et les ménages non délocalisés.

Enfin, dans le contexte de Luhwindja, l'analyse de la déterritorialisation enseigne que les aspects socio-économiques des populations sont nécessaires dans la perception des communautés et sont des facteurs sur lesquels devrait s'appuyer toute politique de délocalisation des ménages. Il apparaît donc nécessaire pour la grande mine et pour l'État congolais de concevoir, chaque fois que la situation s'y prête, des stratégies de délocalisation permettant aux ménages de bénéficier dans leur nouveau territoire de conditions de vie égales aux conditions qu'ils avaient avant la délocalisation ou meilleures.

Remerciements

Les travaux de recherche ont été rendus possible par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) à travers ses Initiatives de recherche pour la construction du sens (MRI). Nous remercions tous les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires et contributions qui ont permis d'améliorer la qualité de cet article.

Notes

1. Dans ce papier, nous comprenons le « territoire » à travers la dimension spatiale des sociétés. Nous considérons le territoire comme un système, comme un réseau où l'on retrouve l'espace, la communauté, la culture, l'environnement, etc. (Requier-Desjardins 2009).
2. Depuis 2018, Banro Resource Corporation a été restructuré et appartient désormais à deux actionnaires : le groupe chinois Baiyin Nonferrous Limiter et la société américaine Gramancy. Aujourd'hui il s'agit de Banro Corporation LtD, une filiale de Newco, une société basée aux îles Caïman. Ces informations sont disponibles au : <https://www.thierryregards.eu/2019/06/banro-mine-extraction-or-gold-kivu/> (consulté le 28 février 2020).
3. La mine de Twangiza fait partie de quatre concessions minières que Banro Resource Corporation détient en RDC et qui s'étend sur 2790 kilomètres carrés. La mine de Twangiza couvre 180 km dans les 183 km de la chefferie de Luhwindja.
4. Nous considérons la terre et l'eau, l'attachement culturel, les activités économiques et les infrastructures de base disponibles sur un espace donné ainsi que les conditions de vie.
5. Dans la deuxième section relative à la revue de la littérature, nous discutons de l'approche « *political ecology* » et nous revenons sur ce que nous entendons par « déconnexion » et sur ses différentes formes.
6. Pour des raisons d'harmonisation, nous utiliserons systématiquement le terme français « écologie politique » en lieu et place du concept anglais de « *political ecology* » bien que ces deux termes ne se substituent pas parfaitement.
7. Les autres convictions sont : (1) l'accès et l'utilisation des ressources naturelles s'organisent et se transmettent par des relations sociales qui peuvent exercer une pression excessive sur l'environnement (Watts, 1983), (2) la connectivité à l'échelle du global sous-entend que des processus locaux peuvent à la fois influencer et être influencés par des processus globaux et (3) la marginalité sociale est le résultat des processus politiques, économiques et écologiques qui se renforcent mutuellement (Escobar 1998).
8. Le concept de « territoire » est utilisé dans plusieurs disciplines comme la géographie, l'écologie, les sciences politiques... En géographie, le territoire représente l'ensemble de relations entre une population et l'espace sur lequel elle vit et se développe (Moine 2005). Cet ensemble de relations constitue ainsi un système dans lequel l'un des deux éléments ne peut s'appréhender sans l'autre (*ibid.*). En écologie, le territoire se réfère à la notion d'écosystème qui met en relation des espèces vivantes sur un espace donné (Requier-Desjardin, 2009). Autrement dit, le territoire est un espace où les espèces vivantes trouvent des ressources pour assurer leur survie et leur reproduction (Di Méo 1998). En sciences politiques, le territoire renvoie à un espace délimité sur lequel s'exerce la « violence légitime » d'une autorité politique (Faure 2005:12).
9. Au Sud-Kivu, les autochtones de Luhwindja sont appelés les « bahwindja-hwindja ».

10. Comme le pense Wittorski (2008:1), la notion d'« identité collective » est une notion polysémique. Elle est « une intention sociale, venant des groupes qui cherchent à revendiquer une place et à se faire reconnaître dans l'espace social ». Selon les auteurs, plusieurs concepts sont liés à l'identité collective : « identité sociale » (Haissat 2006), « identité universelle » (Chamarat, 1998).
11. Il s'agit ici de « la pensée sur soi ou le concept de soi qu'a l'individu » (Doise 1999:211). Nous considérons l'identité personnelle comme une représentation sociale ou comme « un principe génératrice de prises de position liées à des insertions spécifiques dans un ensemble de rapports sociaux et organisant les processus symboliques intervenant dans ces rapports » (Doise 1999:211).
12. « Celle-ci s'apparente à l'expropriation formelle puisqu'elle a pour effet d'opérer un transfert définitif et forcé de la propriété au profit d'une personne publique ou privée exerçant une activité considérée, à certains égards, d'utilité publique. Elle doit dès lors s'accompagner d'une indemnité juste et préalable. » (Namegabe & Murhula, 2013:150)
13. Article 281 tel que modifié par la loi n° 18/001 du Code minier du 9 mars 2018 modifiant et complétant la loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier. Cet article stipule que : « Toute occupation de terrain privant les ayants-droit de la jouissance du sol, toute modification rendant le terrain impropre à la culture entraîne, pour le titulaire ou l'amodiataire des droits miniers et/ou de carrières, à la demande des ayants-droit du terrain et à leur convenance, l'obligation de payer une juste indemnité correspondant soit au loyer, soit à la valeur du terrain lors de son occupation, augmentée de la moitié. » (Présidence de la RDC 2018:35)
14. Depuis 2018, Banro Resource Corporation a été restructuré et appartient désormais à deux actionnaires : le groupe chinois Baiyin Nonferrous Limiter et la société américaine Gramancy. Aujourd'hui il s'agit de Banro Corporation LtD, une filiale de Newco, une société basée aux îles Caïman. Ces informations sont disponibles au :<https://www.thierryregards.eu/2019/06/banro-mine-extraction-or-gold-kivu/> (consulté le 28 février 2020).
15. La mine de Twangiza fait partie de quatre concessions minières que Banro Resource Corporation détient en RDC et qui s'étend sur 2790 kilomètres carrés. La mine de Twangiza couvre 180 km dans les 183 km de la chefferie de Luhwindja.
16. Rapport annuel de 2019 pour l'année 2018 de la chefferie de Luhwindja.
17. L'annexe n° 1 donne la liste des entretiens individuels semi-structurés que nous avons réalisés à Luhwinja et précise le type d'information que nous avons obtenue pour chacun.
18. Nous avons fixé la taille de notre échantillon à 250 par convenance. Aucun regroupement ne possédait des listes des ménages à jour. Selon que le village était peuplé ou non, nous poursuivions jusqu'à atteindre 30 ménages au moins pour les villages les moins peuplés et 60 ménages pour les villages les plus peuplés. Cependant, la disponibilité des chefs des ménages eu pour conséquence que les

- effectifs des ménages soient en deçà de 30 dans certains villages. Par exemple, le village Buhamba n'a que 10 ménages enquêtés sur les 30 sélectionnés. Lors du traitement, nous avons constaté que cinq questionnaires n'étaient pas bien complétés, nous les avons élagués de notre base de données et avons gardé 245 ménages.
- 19. Les villages que nous avons choisis sont les villages les plus peuplés. Après avoir expliqué notre recherche au Mwami, non seulement il a indiqué ces villages comme étant les villages les plus peuplés, mais il nous les a aussi recommandés compte tenu de notre question de recherche.
 - 20. L'estimation de l'éloignement ou du rapprochement d'un village donné a été réalisée en même temps par le chef de la chefferie, le chef de groupement de Bujiri et le représentant de la société civile.
 - 21. L'épuration des données a consisté à éliminer les items qui étaient faiblement corrélés avec les autres au sein d'un même facteur.
 - 22. Carricano et Poujol (2009) recommandent que ce coefficient de Cronbach soit supérieur à 0,7 pour qu'il soit bon (entre 0,7 et 0,8) ou excellent (entre 0,8 et 0,9). Lorsque ce coefficient est inférieur à 0,6 il est jugé insuffisant; entre 0,6 et 0,65, il est faible et entre 0,65 et 0,70 il est acceptable.
 - 23. L'accès concerne la capacité de payer les soins et les études des enfants, la distance qu'il faut parcourir pour atteindre les écoles et les marchés.
 - 24. Entretien avec le membre de la société civile.
 - 25. *Focus groups* avec les habitants de Cinjira et entretien avec le membre de la société civile Justice pour Tous (2015) et la Maison des Mines (2015), détaillant les caractéristiques des maisons construites à Cinjira.
 - 26. Pour plus d'informations sur la problématique des droits fonciers dans un périmètre minier concédé à la grande mine, lire Lwango Mirindi (2016).
 - 27. Entretiens avec le curé et le pasteur.
 - 28. Pour l'ensemble de notre échantillon, l'âge moyen des chefs des ménages de Luhwindja est d'environ 43 ans (voir la figure n° 7, annexe 2) et la taille moyenne du ménage est de cinq personnes.
 - 29. Interview avec le Mwami de Luhwindja.

Bibliographie

- Alkire, S. and Santos, M.E., 2010, "Acute multidimensional poverty: a new index for developing countries," *Oxford Poverty & Human Development Initiative*, 38.
- Bashizi, A., Kadetwa, E. et Ansoms, A., 2018, « Des effets socio-écologiques de l'accaparement de l'eau à la déterritorialisation : le cas de Luhwinja/RDC », *Conjoncture de l'Afrique centrale*, n° 92.
- Bashizi, A., 2020, « Néo-libéralisation minière et conflits environnementaux en RDC : political ecology et gouvernementalité territoriale », dans Giraud, C. et B. A. Nyenyezi (eds), *Néolibéralisme et subjectivités, Michel Foucault à l'épreuve de la globalisation*, Pul, Presses universitaires de Louvain, Belgique, p. 119-137.

- Bassett, T.J. et Gautier, D., 2014, « Territorialisation et pouvoir : la *Political Ecology* des territoires de conservation et de développement », *EchoGéo*, n° 29.
- Blaikie, P., 1985, *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries*. London : Longman.
- Buraye, J.K., 2017, « La pauvreté des exploitants artisanaux de l'or en 2014 à Kamituga, Sud-Kivu », *Conjoncture Congolaise 2016*, n° 91, p. 125-150.
- Buraye, J.K., Stoop, N. and Verpoorten, M., 2017, “Defusing the social minefield of gold sites in Kamituga, South Kivu. From legal pluralism to the re-making of institutions?” *Resources Policy*, n° 53, p. 356-368.
- Buraye, J.K., 2018, *Industrialisation et traçabilité minière au Sud-Kivu : Quel avenir pour les exploitants miniers artisanaux?* Thèse de doctorat, Université d'Anvers.
- Bush, R., 2009, “Soon there will be no-one left to take the corpses to the morgue: Accumulation and agjection in Ghana's mining communities,” *Resources Policy*, n° 34, pp. 57-63.
- Carricano M. et Poujol, F., 2009, *Analyse des données avec SPSS*, Paris, Pearson Éducation France (coll. « Synthex »).
- Chamarat, G., 1998, « Identités individuelles, identités collectives », Caen, PUC.
- Di Meo, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan Université, 320 p.
- Ericsson, M., 2019, “Mining's contribution to national economies between 1996 and 2016,” *Mineral economic*, n° 32, p. 223-250.
- Doise, W., 1999, « L'individualisme comme représentation collective », dans J.-C. Deschamps et al. (éds). *L'identité sociale : la construction de l'individu dans les relations entre groupes*, Grenoble, PUG, p. 195-212.
- Escobar, A., 1998, “Whose Knowledge, Whose nature? Biodiversity, Conservation, and the Political Ecology of Social Movements,” *Journal of Political Ecology*, vol. 5, n° 1, pp. 53-82.
- Faure, A., 2005, « Territoires/Territorialisation », *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, p. 430-436.
- Geenen, S. and Claessens, K., 2013, “Disputed access to the gold mines in Luhwindja, eastern DR Congo,” *Journal of Modern African Studies*, vol. 51, n° 1, pp. 85-108.
- Geenen, S., 2014, *Qui cherche, trouve : The political economy of access to gold mining and trade in South Kivu*, DRC, Thèse de doctorat, Université d'Anvers.
- Justice et Paix, 2019, *Multinationales sans scrupules : Le cas de Banro en RD Congo*, Rapport de travail, Bukavu, septembre 2019.
- Haissat, S., 2006, « La notion d'identité personnelle en sociologie. Analyse de la construction identitaire à partir du processus d'engagement », *Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société* n° 3, L'oubli. Disponible à l'<http://www.revue-interrogations.org>.
- Justice pour tous, 2015, *Impacts socio-économique et environnemental de l'exploitation minière industrielle sur les communautés locales au Sud-Kivu : Un regard analytique sur la filiale Twangiza mining à Luhwindja*, Rapport de travail, Bukavu.

- Kabunga, P.D., Buroko, V., et Zihindula, D., 2018, « Stratégies d'adaptation d'une multinationale minière à l'ingénierie de gouvernance participative locale. Le cas du forum communautaire de Luhwindja », *Conjoncture de l'Afrique Centrale*, n° 92.
- Lwango Mirindi, P., 2016, « Les droits de concession sur les ressources naturelles en RDC : chronologie d'un télescopage orchestré par le Législateur », *KAS African Law Study Library – Librairie africaine d'Études juridiques*, p. 580-602.
- Maison des Mines du Kivu, 2015, *Évaluation des impacts des investissements miniers de Banro Corporation sur les droits humains en République démocratique du Congo. Cas de la délocalisation des communautés locales par Twangiza Mining dans la chefferie de Luhwindja au Sud – Kivu*, Rapport de recherche, Bukavu, mai.
- Observatoire Gouvernance et Paix (OGP), 2010, *Ressources minières et développement de la République démocratique du Congo : La Gouvernance minière au Sud-Kivu*, Rapport de l'Observatoire gouvernance et paix, Bukavu, RDC.
- Maconachie, R. and Hilson, G., 2011, “Artisanal Gold Mining: A New Frontier in Post- Conflict Sierra Leone?” *The Journal of Development Studies*, vol. 47, n° 4, p. 595–616.
- Mazalto, M., 2008, « La réforme du secteur minier en République démocratique du Congo : enjeux de gouvernance et perspectives de reconstruction », *Afrique contemporaine*, vol. 3, n° 227, p. 53-80.
- Namegabe, R. et Murhula, B., 2013, « Contribution à l'analyse de la nature juridique des mesures de délocalisation des populations au profit de Banro Corporation à Twangiza », *Conjonctures congolaises 2012*, n° 83.
- République démocratique du Congo, 2018, « Loi n° 18/001 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier », *Journal officiel de la RDC*, Numéro spécial, p. 53.
- Requier-Desjardins, D., 2009, « Territoires – Identités – Patrimoine : une approche économique? » *Développement durable et territoires*, Dossier 12.
- Watts, M., 1983, “On the poverty of theory: natural hazards research in context.” In K. Hewitt (ed.), *Interpretations of calamity from the viewpoint of human ecology*, London: Allen & Unwin, p. 231-62.
- Welker, M., 2014, *Enacting the Corporation: An American Mining Firm in Post-Authoritarian Indonesia*, University of California Press.
- Wittorski, R., 2008, « La notion d'identité collective », dans M. Kaddouri, C. Lespessailles, M. Maillebouis et M. Vasconcellos (éds), *La question identitaire dans le travail et la formation : contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique*, L'Harmattan, Logiques sociales, p. 195-213.

Annexe I : Liste des entretiens individuels semi-structurés réalisés en octobre 2019 à Luhwindja

N°	Qualité de l'interviewé	Nature de l'information
1	Le Mwami, chef de la Chefferie de Luhwindja	Subdivision administrative de la chefferie, peuplement, groupements les plus affectés par les activités de Banro, types d'activités économiques, les perturbations que Banro a impliquées, niveau de satisfaction de la communauté par rapport aux réalisations de Banro dans la chefferie, processus de délocalisation des ménages (y compris l'indemnisation) et le développement de la Chefferie en présence de Banro.
2	Curé de la paroisse d'Ifendula	La venue de Banro à Luhwindja, le fonctionnement du Comité local de développement, rôles de différents acteurs dans le développement de Luhwindja, problèmes que connaît Banro vis-à-vis de la population.
3	Directeur d'une école de Luciga	Actions de Banro vis-à-vis des élèves et des enseignants, perception des enseignants en rapport avec les activités de Banro.
4	Médecin directeur de l'hôpital général de référence d'Ilfendula	Effets sanitaires du Lac de cyanure, conséquences sanitaires de la présence de Banro dans le milieu.
5	Le chef de groupement de Bujiri	Fonctionnement de son groupement, activités économiques dans son groupement, actions de Banro dans différents groupements.
6	Un ancien président de la société civile de Luhwindja	Les accords existants entre Banro et la communauté, les occasions de conflits qui ont opposé Banro et la communauté, les conséquences de ces conflits, le développement de la communauté depuis l'arrivée de Banro.
7	Un révérend pasteur d'une Église protestante	Les différents changements que Banro a impliqués au niveau culturel, religieux, etc., les plaintes de la communauté par rapport aux actions de Banro.

8	Un infirmier titulaire à un centre de Santé	Effets sanitaires du Lac de cyanure.
9	Deux agents délégués par Banro pour notre entretien : le responsable des questions de santé, sécurité et environnement et le responsable des relations communautaires.	Bref historique des activités de Banro à Luhwindja, obstacles que Banro a rencontrés lors de son installation et pendant la phase de production, processus de délocalisation d'une partie de la communauté, rôle de l'État, des autorités locales et des organisations de la société civile dans les relations entre Banro et la communauté de Luhwindja, différentes contestations de la communauté et leurs conséquences, la sous-traitance dans Banro.

Annexe II : Quelques statistiques descriptives

